

# TOUS LES FLEUVES VONT À LA MER

Paul Hermant,

Ed. De la démocratie, décembre 1993

Nous sommes nés d'un temps où la communication était folle, l'argent roi et le pouvoir asocial. C'était en 1988. Notre génération avait été happée par le désir du vide, l'envie de rien, le mal-être de tout. On ne s'en souvient pas aujourd'hui mais c'est un temps où les gens étaient riches, insoucieux et tristes. Quelqu'un aurait pu même écrire que l'Europe s'ennuyait.

Ce livre paraît à l'occasion du cinquième anniversaire d'Opération Villages Roumains. Pour autant, Il ne s'agira ni d'une somme de souvenirs ni d'un recueil d'anecdotes. Nous avons posé jusqu'ici un grand nombre d'actes et de gestes. Il ne nous a pas paru indifférent de faire connaître les textes qui les soutiennent.

Voilà un livre où l'on rencontrera des mots comme circulation, démocratie, diversité, réseau, mémoire, nomadisme, citoyenneté, cohérence, pluralisme, commune, maillage, contrat, globalité, chaos. Nous les trouvons beaux. Ils vont bien avec l'idée de l'Europe et du monde que nous défendons. On n'y trouvera les mots d'exclusion, de rejet ou d'intolérance que pour les blâmer, ceux de fascisme, d'extrême droite ou de racisme que pour les combattre.

Là où il y a fleuve, il y a mer : l'important n'est pas de la voir mais de la savoir. La conviction qu'on n'a pas besoin d'être là pour être présent procure l'ivresse du global : il existe du chaos sous ces présomptions-là. Il peut y exister aussi du politique, Ces fleuves qui vont à la mer nous rappellent ces exodes en Trabant ou sac à dos de l'été 1989 qui rendirent d'un seul coup obsolètes ces exils calibrés et soupesés des années froides où un 747 entier dégorgeait son fragile dissident. Nous célébrions alors nos victoires. Nous déférions aux règles de l'hospitalité et aux lois de l'accueil. Nous faisons d'acceptables amphitryons et peu se sont plaints tout de suite de la propension que nous avons à choisir parmi le malheur. Et seuls quelques-uns ont compris à temps fleuves descendus pour mers à naviguer - qu'il nous faudrait changer d'embarcation et donner de la voile sauf à caboter et nous échouer. Nous n'avions pas aperçu la mer sous le fleuve. Mais le fleuve a fait gonfler la mer.

Il me revient de vous entretenir d'un temps aujourd'hui révolu. Il y avait une Allemagne de l'Est, un chef d'Etat qui s'appelait Jivkov, un Parti Communiste, une Yougoslavie, un KGB, des Trabant, une Charte Septante Sept, une Tchécoslovaquie, un Général Jaruzelski, Lin plan de systématisation. Il y avait déjà une Opération Villages Roumains. C'était en décembre 1988. Nous entrons en décembre 1992. Il y a toujours une Opération Villages Roumains.

C'est sans doute la première de nos victoires : d'être ce mouvement têtu et endurant, un mouvement de citoyens ayant anticipé la Chute du Mur et ayant fait la preuve depuis de sa vocation à la durée et à la suite cLins les idées. Ce n'était pourtant pas si évident. Au départ, lorsque, depuis Bruxelles, nous avons lancé l'Opération Villages Roumains, lorsque nous avons demandé aux communes européennes *d'adopter* un village de Roumanie pour le préserver de ce fameux plan de systématisation, on nous a bien dit que cela tic servirait à rien et que c'était impossible. Mais en moins d'une année, nous avons rassemblé autour de cette idée impossible plus de trois mille communes de quatorze pays européens. Qui ont, dès la fin décembre 1989, fondu sur la Roumanie à l'occasion des événements révolutionnaires et de la mise en place d'un nouveau pouvoir dont on se souviendra que l'abolition du plan de systématisation fut la toute première des décisions. Et depuis, nous continuons avec plus ou moins de réussites, de bonheurs d'essais transformés. Aujourd'hui encore, et c'est important de le noter, chaque mois qui passe, une cinquantaine de communes partent vers leurs villages de Roumanie d'un point ou l'autre de l'Europe, les relations nouées entre des gens d'ici de là-bas et d'ailleurs encore donnent lieu à des échanges culturels, amicaux, économiques, démocratiques.

Et pourtant, nous sentons confusément que l'exercice de cette liberté et de cette mobilité nouvelles ne sera peut-être - si nous n'intervenons pas tout de suite - qu'un bref moment de l'histoire de la citoyenneté européenne.

Commençons brutalement avec cette réflexion cynique entendue récemment : "Si c'était à refaire, au lieu d'applaudir à sa destruction, l'Occident paierait pour que l'on rehausse le Mur de Berlin d'une dizaine de mètres". C'est vrai, si nous étions en 1989 et non pas en 1992, c'est-à-dire quelques siècles plus tard, or se dirait certainement que :

- maintenant que l'Europe peut terminer ce millénaire en ayant vaincu ses deux totalitarismes cousins : le nazi et le communiste, nous allons certainement aller vers plus de cohésion, moins de peur, plus d'humanisme, moins d'égoïsmes.

- la chute du Mur et la destruction du Rideau de Fer vont nous permettre d'exporter cette denrée rare, la démocratie, que nous accompagnerons d'entremets qui auront pour noms : assistances économiques, échanges culturels, partenariats politiques.

- la situation nouvelle créée par les événements de Berlin nous autorisera à laver notre mémoire en famille ; nous y redécouvrirons certainement un solide paquet de linge sale mais l'aspiration à la liberté sera telle qu'il se dissoudra bien vite dans l'acide démocratique.

Ainsi aurions-nous pu affirmer que les pays membres de la CEE, du G7, du G24, du Conseil de l'Europe, etc, mettraient en œuvre des programmes jamais vus par leur qualité et leur nombre et qu'ils accueilleraient sous peu ces nations perdues en leur sein ; que le danger des résurgences nationalistes ou fondamentalistes resterait lettre morte grâce à la création d'un cadre politique européen partant du maillon local jusqu'au tricot transnational ; que la dignité retrouvée des peuples de l'Est ne serait plus oblitérée par des diktats ou des vetos ; que l'homme nouveau disparaîtrait totalement du continent européen.

Quelques siècles après, c'est-à-dire trois ans plus tard, il nous faut convenir que ce sont d'abord les convulsions qui font l'Europe : de tentatives de putschs en éclatements, d'exodes en bombardements et d'élections décevantes en manifestations violentes, les pays dits hier encore de l'Est exposent d'eux-mêmes l'image la plus tragique qui soit.

Et nous, habitants d'Europe, de l'autre Europe, que pensons-nous ? Que faisons-nous ? Nous nous posons des questions. Nous nous demandons par exemple que faire de ces pays dont les peuples sont attirés par des nationalismes haineux et dont les populations sont prêtes à se convertir au premier capitalisme sauvage venu ? Ces nationalismes nous

effraient, ces économies déliquescents nous effarent, ces balbutiements démocratiques nous impatientent. C'est pourquoi nous ne faisons rien, ou presque. Nous réparons, nous colmatons, en fait, nous bricolons. Nous faisons en sorte que les gens là-bas n'aient ni trop faim, ni trop froid, ni trop mal. Nous faisons, à vrai dire, du protectionnisme humanitaire.

Pourtant, observés comme nous le sommes par des peuples attentifs mais impatients, chacun de nos faux pas ne nous déprécie pas seulement nous-mêmes mais dévalue surtout l'idée-force de la démocratie. Autant dire que l'Europe ne peut se permettre de dévaloriser ses principes et de brader ses méthodes. Et pourtant, dans les actes qu'elle pose envers les pays de l'Est, l'Europe se sent obligée de mettre moins de liberté dans son libéralisme et moins de démocratie dans sa social-démocratie. Parce qu'il y a deux choses insupportables lorsqu'on est un Européen des Douze : accepter à la fois le foie gras de Hongrie et l'arrivée des demandeurs d'asile de Roumanie.

Nous, nous sommes des citoyens. Et la citoyenneté est une des chances de l'Europe. Que des communes, en 1988 et pour la toute première fois, se soient mêlées avec cette ampleur, cette intensité, cette détermination, de quelque chose qui ne les regardaient pas est véritablement, nous le pensons, une chance pour l'Europe. C'est pourquoi nous nous devons de la préserver. Cette culture de la citoyenneté inter-européenne - qui a trouvé sa justification dans les échanges tous azimuts entre des gens qui ne savaient rien les uns des autres - est évidemment essentielle aujourd'hui où le feu est mis à la Maison Commune.

C'est pourquoi je voudrais vous dire que cette première rencontre nationale des communes françaises adhérant à l'OVR doit être l'occasion, bien sûr de tirer un bilan de ce qui a été produit et d'en tirer des enseignements. Mais cette rencontre se devra aussi d'être prospective. Nous avons, de Bruxelles, le curieux sentiment que cette Opération Villages Roumains n'est, finalement, que la première étape d'un travail beaucoup plus ambitieux dans lequel communes et citoyens trouveront naturellement leur place. Nous avons aussi le sentiment que cette Opération Villages Roumains est appelée à se reproduire, sous d'autres formes, pour d'autres régions d'Europe en danger. Autrement dit, nous nous devons de persévérer dans notre travail en Roumanie mais nous ne devons pas devenir non plus les monomaniaques de ce pays. L'enjeu qui nous occupe contient et dépasse les limites roumaines.

Il les contient parce que la Roumanie présente trois des enjeux fondamentaux dont l'Europe doit se préoccuper :

- 1, L'ethnicité et la question des nationalismes

2. Le passage à une économie non planifiée et sa nécessaire liaison avec l'instauration de la démocratie
3. Les flux migratoires et leur contrôle

Il les dépasse parce que juste à côté, précisément, dans cette ex-Yougoslavie, nous avons affaire aux ethnicités déchaînées, aux résistances meurtrières des gens de l'ancien régime, à la guerre et au crime qui poussent des milliers de personnes à l'exil et au déracinement.

Nous avons donc, vous et nous, un certain nombre de fers au feu. Vous avez démontré depuis près de quatre ans que vous possédiez deux choses essentielles : des idées et de la suite dans les idées. Car citoyen, c'est un métier. Ce n'est pas le plus vieux métier du monde. Il a fallu pour que cette citoyenneté devienne opérante passer aussi par les guerres, les déchirements, les haines. Oui, cette citoyenneté dont nous nous revendiquons est d'abord un processus qui peut être à tout instant arrêté. Mais aujourd'hui que nous pouvons pleinement l'exercer dans le village planétaire, nous ne pouvons et ne devons pas nous en priver. Afin que l'Europe, ainsi que le disait un philosophe hongrois, demeure un *continent* et ne devienne pas un *problème*.

*(Discours d'introduction aux Rencontres de l'Epau, Le Mans, 28 novembre 1992)*

Il faudrait connaître assez bien les grands événements et intimement les petits. C'est sur cette conviction - qui est d'abord une acceptation de la hiérarchie des niveaux auxquels et sur lesquels nous agissons - que nous avons entrepris de bâtir ces transhumances citoyennes auxquelles les événements de décembre 1989 ont donné une première et exemplaire illustration (trois mille citoyens belges recensés en Roumanie durant le seul mois de janvier 1990, combien d'Européens ...). Chacun, dans sa vie, mirait donc un traité à signer, un accord à parafer, une paix à conclure. Si nous n'avions pas eu cette assurance, aurions-nous pu nous rendre comptable de toutes ces vies qui pouvaient se perdre sur les routes enneigées, inconnues et toujours politiquement périlleuses de la Roumanie de cette époque ? Que nous n'ayons eu aucune mémoire à commémorer n'est sans doute pas un signe du destin mais plus vraisemblablement celui d'un alésage réussi et d'un nivelage accepté.

Pour que les changements du monde ne nous surprennent plus, nous avons choisi de les anticiper. Car moins que jamais il n'est nécessaire de se sentir coupable pour agir. J'ai conscience du lapidaire du propos mais si j'en accepte la candeur, j'en récusé l'ineptie. Car il y a comme de l'inexorable dans ces liaisons de citoyens à citoyens, de communes à

communes et d'arrière-bans à arrière-bans. Plus nous serons de cabaretiers gallois, de boulangers flamands, de garagistes normands, d'épiciers valaisans ou d'horticulteurs hollandais (changeons à l'envi les professions et les origines géographiques) à devenir partenaires de nos doubles cabaretier roumain, boulanger polonais, garagiste togolais, épicier marocain ou horticulteur philippin (changeons à l'envi les professions et les origines géographiques) et moins nous serons soumis à notre propre concurrence et sujets à nos peurs introspectives. Ces deux vieilles peurs - comme reptiliennes - qui nous sont chevillées : celles de l'inconnu et du lendemain. En proposant d'aller voir ailleurs aujourd'hui même, Opération Villages Roumains n'a rien fait d'autre que de tenter de remplacer la charité par la compétence, l'indignation par les idées et l'image par la rencontre.

Relativement à la situation politique d'un certain nombre de ces *pays dits hier encore de l'Est*, une des choses qui n'est pas assez comprise - et quand elle l'est peu tenue en compte tant on ne mit quoi faire de ce gênant paradoxe - est que nous avons affaire à des pays où les peuples sont nationalismes et les populations ultra-libérales. Des pays dont lux habitants nous disent tout à la fois qu'ils *souhaitent devenir enfin nos pareils* mais qu'ils veulent *rester d'abord leurs semblables*. Devenir nos pareils dans l'idée qu'ils se font de la consommation, du bien-être et de la croissance. Rester d'abord leurs semblables dans ce quoi ils estiment pouvoir se reconnaître : une image idéalisée d'eux-mêmes sur laquelle le totalitarisme ne serait pas passé et qui serait naturellement conductrice de liberté et d'identité. En Roumanie, tout le mouvement autour de Romania Mare ou de Vatra Romaneasca se nourrit de cette culture de la *différence*, toute pétrie de nostalgie, de regret et de passéisme qui sent son Pétain et se comporte avec l'étranger comme la reine de Blanche Neige avec son miroir : pour se convaincre d'être meilleure et plus belle. Avec cela, on peut tuer.

On prétend qu'il n'y a pas d'humanitaire sans image. L'acte fondateur de la spectacularisation de l'humanitaire, c'est Stanley rencontrant Livingstone. Il y a du Livingstone dans chaque french doctor, il y a du Stanley dans chaque cameraman de télévision. J'entends - nous sommes le 5 octobre 1993 - qu'un avion humanitaire s'envole vers l'Inde où l'on dénombre sans doute trente mille morts tandis qu'un autre décolle pour Moscou où l'on en compte peut-être cent. Dans un cas des éléments naturels, dans l'autre des événements politiques : comme si l'on ne pouvait désormais plus souffrir à l'abri de l'humanitaire. Mourir sans soin et sans caméra est désormais le comble d'une nouvelle sorte de prolétarisation mondialisée. D'où vient cette obsession du soulagement, cette monomanie du traitement, cette hantise du sauvetage ? Depuis vingt ans, la manière que

certains ont de s'asseoir au chevet des autres nous est devenue coutumière : l'on crée à partir d'elle une culture de l'initiative où, comme en médecine, l'obligation de l'intervention oblitère désormais celle du résultat. Au moins aura-t-on tenté quelque chose: il est désormais indifférent de questionner cet automatisme et de délibérer sur ses conséquences. Le scalpel et la caméra aujourd'hui régulent le malheur: celui qui leur échappe n'est peut-être pas simplement mort, plus vraisemblablement même n'a-t-il même jamais existé. C'est ainsi que disparaissent des personnes et que s'effacent des noms.

Je voudrais donc plaider pour la scansion, la récitation et la psalmodie. Car ceux que nous nommons existent, même dans leur oraison. En 1989, nous avons préservé des villages de la systématisation en citant leurs noms à la radio : la litanie des toponymes répétés et martelés par les radios émettant vers la Roumanie avait suffi à faire taire le silence. Cette résistance que je nous connais envers cet humanitaire spécialiste de l'état d'urgence - et cette Incompréhension que nous cultivons avec lui -, je me demande même si elle ne vient pas de là : du choix que nous avons fait, dès les débuts d'OVR, de nous installer dans la civilisation de l'écrit. On nous a reproché cent fois de ne pas montrer - je signale, -sans que cela représente à mes yeux un paradoxe, que l'exacte moitié d'entre nous pratiquaient alors des métiers de l'image : photographes, graphistes ou designers - et cent fois nous avons écrit, édité et publié choisissant, on nous l'a dit, une possible mise en péril de nos objectifs. En réalité, nous avons mobilisé partout, beaucoup et très vite par l'effet seul du discours - en décembre 1989, on comptait près de trois mille communes européennes dans le réseau OVR -, comptables que nous étions d'une mémoire dont nous savions bien qu'elle avait fait les frais déjà de falsifications, de trucages et de photomontages. Nous avons, en revanche, une confiance forcenée en nos mots. Nous restons, je le pense, des gens d'imprimerie qui aimons quand le monde sent l'encre et le papier.

On découvre aujourd'hui qu'il y a de plus en plus de *proche* ou de *lointain*, de plus en plus de *court* ou de *long*, de plus en plus de *petit* ou de *grand*. Et qu'en revanche ce qui est *moyen*, *médian* ou *milieu* a désormais le goût du *tiède* et du *dispensable*. Autrement dit, on s'aperçoit qu'il existe désormais des voies directes et expresses entre le local et le supranational et que les périphéries sont plus riches dès lors qu'elles contournent que lorsqu'elles entourent. Il n'y a rien à faire et on aura beau les relier par autoroute, il y aura tous les jours un peu plus de kilomètres entre un village breton ou une bourgade ardennaise et Paris. C'est de la faute à Tchernobyl et au sida sans doute : à force de démontrer que les frontières sont perméables aux catastrophes bien que fermées au malheur - on a vite fini par prouver que Rome n'est plus dans Rome et que les vrais problèmes du Centre se traitent dans ses banlieues.

Cette idée n'est pourtant pas nouvelle. Que le centre s'affaisse et que ses périphéries, pour s'en garantir, s'organisent en réseaux est même un débat déjà daté. Notre rôle en créant Villages Roumains en 1988 - anticipant d'un an sur la chute du Mur et cette antériorité est tout - a été de rendre populaire et accessible cette intuition.

J'ai souvent pensé que notre métier était de réconcilier. Réconcilier l'électeur avec la manière dont il délègue la plus grande part de sa responsabilité politique, réconcilier le consommateur avec une idée praticable de la croissance, réconcilier le contribuable avec une raison raisonnable de payer ses impôts... Le citoyen est tour à tour cet électeur, ce contribuable, ce consommateur, ce client, ce donateur..., on pourrait aussi bien dire cet otage. Cette idée de réconciliation - que Havel tente de mettre en œuvre entre morale et politique - tend à devenir un principe réfractaire. Car c'est désormais celui qui réconcilie qui est dissident. Celui qui distend et exclut incarne une nouvelle conformité. Je ne m'explique pas autrement la haine de ce qui est multiple et l'ironie entretenue à propos des formules pluralistes. Car ce n'est bien entendu pas la différence qui est en cause mais la diversité. La différence même est désormais référentielle. Reste hors norme ce qui en a plusieurs.

A-t-on assez remarqué également ce glissement nouveau entre l'observance des règles et leur contravention ? Le respect est désormais un exercice rebelle. Si la démocratie est bien, comme je l'espère, la science des contraintes dans une démocratie, c'est la liberté que je n'ai pas qui me construit -, cette situation est a priori intenable. Chaque fois que ma conscience des autres s'amenuise, j'évapore un peu plus de ma liberté et de mon autonomie. Or, nous nous tous que nous n'avons de vrai choix qu'entre le fossé et le remblai. Faire partie de ceux qui creusent ou de ceux qui combent est un engagement à ne pas prendre à la légère.

Qu'est-ce qui me fait citoyen ? Une résidence, un domicile, une naissance, une langue, du temps, des enfants, une nationalité, un travail, une culture, des coutumes, un droit de vote, des impôts, une histoire ? Rien de cela, tout cela, une partie de cela ? Citoyenneté sexuellement transmissible ou citoyenneté contractuellement élective ? Citoyenneté de l'acquis ou de l'inné ? De la nature ou de la culture ? Du sang, du sol ou du droit ? De ces interrogations découlent les doutes qui contrarient désormais notre lien à la politique qui organise, à l'économie qui enveloppe, au social qui pondère et à la culture qui harmonise. Peut-on soutenir durablement par exemple qu'un immigré qui paie ses impôts est moins citoyen qu'un national qui fraude le fisc ou qu'un demandeur d'asile - qui lui au moins a choisi quelque chose - a naturellement moins de droits dans le pays qui l'accueille qu'un abstentionniste qui refuse de prendre part au débat collectif ? A vrai dire, nous ne savons

plus très bien de quoi nous sommes les citoyens. Cela nous rend socialement maladroits et électoralement embarrassés : nous sommes devenus civiquement atabilaires.

Peut-être est-ce aussi que nous nous sentons à l'étroit dans notre corps de citoyens. Il faut bien admettre que le corps du citoyen, aujourd'hui, c'est encore un corps national. Il est le dernier endroit où se réfugie la patrie. Car - citoyenneté fondée sur sang ou sol - il faut indépassablement des frontières pour faire un citoyen. On n'est pas citoyen d'une idée, parfois même plus d'un pays. On est citoyen d'une nation ou d'une communauté, sa forme nouvelle, Peut-on être citoyen d'un réseau ? Cela va devenir la grande affaire de la fin de ce siècle.

Nous vivons un temps de réseaux. Lorsque nous avons eu à choisir entre organisation et coordination, nous avons préféré - d'une manière que je décrirais comme allant de soi - la deuxième solution. Il y avait là quelque chose de l'ordre du choc entre le mécanique et le dynamique. Car là où l'organisation indique que  $1 + 1 + 1 + 1$  font 4, la coordination espère démontrer que  $2 \times 2$  le font aussi mais plus vite. Dans une organisation, chacun doit mettre en valeur la place qu'il occupe et ne se trouver qu'à un seul endroit à la fois. Dans un réseau, les maillons se sentent à la fois autonomes et solidaires. L'individu et le groupe sont également valorisés et, en quelque sorte, l'un vaut l'autre mais ensemble. Un réseau repose sur une nécessaire perte de contrôle et pose la délégation en vertu cardinale. Ces abandons nécessitent toutefois une coordination. Ce n'est pas un but mais un état. Nous nous sommes efforcés toujours et tout le temps de refuser la facilité qu'aurait représenté une simple organisation, une simple ossature des relations. L'architecture et l'articulation nous convenaient mieux, cela ne s'explique pas plus. C'était une sorte de vêtement de seconde main acheté neuf : chacun d'entre nous était convaincu de l'avoir déjà porté.

La valeur ajoutée d'un réseau, c'est bien entendu l'information. Etre simplement bien ensemble est un état très certainement enviable mais fort probablement inopérant s'agissant d'une action comme Villages Roumains dont les objectifs se sont très tôt vite inscrits dans le champ politique. Un réseau, ça circule, C'est pourquoi il est nécessaire à l'utilisateur d'effectuer d'incessants allers-retours entre un certain type de centralisation de l'information et sa redistribution permanente dans le réseau. Un réseau doit nécessairement assumer à la fois une fonction centripète et une fonction centrifuge. Ne voir dans un réseau que la tentative d'échapper au centre n'est, à notre sens, qu'une demi-vérité : l'autre moitié consistant dans l'effort démesuré effectué pour s'en rapprocher. Mais un réseau, lorsqu'il coordonne et fait circuler de l'information reste encore libre de n'en exposer qu'une version plus ou moins expurgée. Nous avons, quant à nous, identifié trois stades de l'information : la

détention, la diffusion, la transformation. Le premier mode, celui de la détention, est évidemment le plus absurde. Le deuxième, celui de la diffusion, le plus courant. Le troisième, celui de la transformation, le plus complexe. C'est dans la transformation de l'information qu'on trouve l'or des réseaux. Nous cherchons cet or-là.

Dans un réseau, il y a deux choses. Le maillage et le tissu qui finissent par composer les mailles juxtées. Ce qui est maillage est plutôt froid. Ce qui est tissu est plutôt chaud. C'est pourquoi nous avons pris l'habitude, à OVR, de parler d'un réseau froid et d'un réseau chaud. Ce qui est maillage est méthode, fonctionnement, tactique. Ce qui est tissu est sens, volonté, stratégie. Sans la maille pas de circulation. Et sans le tissu la circulation tourne folle. Sous le registre du réseau froid nous reprenons tout ce qui est banque de données et domaine administratif. Le label du réseau chaud recouvre les axes de travail du réseau : l'exigence démocratique, les solidarités d'ingérence, le développement des sociétés civiles et du domaine associatif. Le réseau dans son ensemble - le froid et le chaud - a donc, si l'on veut, une fonction de cyclotron. Mais ce rôle d'accélérateur magnétique ne suffit pas à expliquer le succès du réseau Villages Roumains et, par-delà son cas particulier, celui de Pensement des expériences comparables. Nous pensons que l'intérêt majeur des réseaux réside dans leur capacité à renvoyer sans cesse à l'envoyeur. Dans un réseau rien n'est jamais arrêté, pas même une décision. C'est grâce au fonctionnement en réseau, par exemple, que nous avons appris que les citoyens ne sont pas *totalem*ent soumis au *temps médiatique*, qu'ils ne sont pas uniquement dirigés par l'émotion, qu'ils ne sont pas obligés à la générosité pour se convaincre d'être des acteurs.

C'est aussi grâce au réseau que nous avons appris que ces mêmes citoyens ont des idées, des compétences et des limites. Et c'est précisément dans l'architecture que nous pouvons proposer de ces Idées, de ces compétences et de ces limites que se trouve la justification du réseau. C'est donc également pareilles que s'organise une circulation et que s'élaborent les codes qui règlent le trafic. Car le réseau propose une nouvelle forme d'agencement où toutes les Idées, toutes les compétences et toutes les limites comptent. Personne ne peut rester à la marge d'un réseau : on en est ou on n'en est pas. Peu importe, par ailleurs, l'endroit exact où l'on s'y situe. Il y a d'ailleurs fort peu d'endroits dans un réseau. Je dirais *qu'il* y existe plutôt beaucoup de tangences. Je ne suis quelque part qu'en fonction de quelqu'un ou de quelque chose qui est ou se produit autre part et qui me touche ou va me toucher bientôt. Je ne peux plus donc me contenter d'être seulement moi-même. C'est la fin du splendide isolement : les réseaux invitent à inventer cette nouvelle histoire commune qui est celle de la globalité. C'est donc naturellement que les réseaux pratiquent l'ingérence dans les affaires des autres et les invitent à s'occuper des nôtres. Je pense alors qu'il faut

chercher le succès des réseaux dans leur finalité de cyclotron, leur vocation de boomerang et leur ambition de produire du sens malgré tout. Un réseau, c'est de la poésie non métrique.

La constitution de réseaux répond-elle à de nouvelles attentes démocratiques ? Nous croyons que oui. Un réseau est-il pour autant un indéfectible conducteur de processus démocratiques ? Nous pensons que non. L'on voit aujourd'hui des réseaux recréer des fictions d'empires ou d'ambigus *Reich* géographiques. Doit-on se scandaliser lorsque des communes allemandes imaginent lier leur futur à celui de communes sudètes ? Dans le tricot que nous tentons de remailler en Europe, cela représente-t-il un accroc ravaudable ou une définitive déchirure ? D'un côté c'est l'entrée de l'irrédentisme dans la réseautique et cela peut annoncer demain des pouvoirs qui se prennent et des territoires qui s'annexent par réticulation. D'un autre côté, les réseaux ne déclarent la perre à personne et des peuples disposant d'eux-mêmes peuvent n'avoir d'autre solution pour exister ensemble que de passer entre les mailles des douanes et des pays. N'était-ce choc trop fortement symbolique, n'applaudirait-on pas à ces rencontres pacifiques et saute-frontières ?

Aujourd'hui, des peuples entiers sont appelés à se vivre comme populations en réseau. C'est un formidable pari. La diaspora soulignait l'éclatement. Le réseau peut rendre pertinente l'idée d'une double, triple ou quadruple citoyenneté. Un réfugié de la guerre de Bosnie pourrait, disons, être citoyen suédois et bosniaque. Suédois par implantation, bosniaque par liaison. Mais, pour autant, ce citoyen bosniaque élirait-il à la fois ses représentants en Suède et dans ce réseau ? Comment réglerait-on, dans ce cas, les conflits de compétence entre les lois suédoises et bosniaques ?

A la table d'un restaurant, nous avons dressé sur la nappe en papier le plan de bataille de cette citoyenneté réticulaire. Suleiman venait de Sarajevo, était réfugié, habitait la région de Rennes et s'inquiétait de savoir s'il allait, à la prochaine rentrée, scolariser ses enfants en français. Cette idée le déroutait. Un débat se déroula, intense, entre identité et citoyenneté. En la circonstance - et cela faisait beaucoup - l'identité à préserver était multiculturelle : cette citoyenneté multipliée que je défendais lui apporterait-elle avantage, sauvegarde et tutelle ? Et si oui, de quel genre ? Le genre casque bleu ? On n'a plus dit grand chose de plus. Nous nous sommes mis d'accord sur un point : que les nappes sont comme les passeports, au bout d'un moment elles racontent l'histoire qu'on voudrait.

Un peu partout l'on cherche - sachant atteintes les limites de l'action humanitaire et dépassées celle des théories du développement - un outil efficace qui parviendrait à

prévenir les conflits et à enraciner une culture démocratique dans les régions où notre continent se montre le plus turbulent et fragile. C'est une charge que l'on dirait dorénavant dévolue aux organisations non gouvernementales, au secteur associatif, à la société civile. La politique là-dessus fait faillite. La politique n'est plus le lieu de la prévision et de la prévention mais un endroit désormais plein de surprises. Parce que c'est ce qui ne devait pas se produire qui survient, il est arrivé plus d'une fois ces dernières années que la politique se montre mondialement déconcertée de s'étonner ainsi elle-même d'une évidence qui pourtant la construit. Mais cela a du bon : si cette vulnérabilité déroute, elle rapproche aussi. Elle indique la liberté du champ, la jachère à ensemençer. Le monde est à nouveau à découvrir. On s'apercevra un jour que nous sommes, en fait, des géographes qui découpons d'improbables territoires et balisons d'invisibles frontières.

Cet instrument préventif que chacun paraît appeler de ses vœux existe déjà. Il se nomme coopération décentralisée et trouve une de ses illustrations les plus pertinentes en Roumanie, dans le cadre d'Opération Villages Roumains notamment. Si la manière reste parcellaire encore, la méthode a été belle et bien créée et nous autorise à une mise en garde. Ces liaisons européennes intercommunales ou intercitoyennes ne peuvent en effet se satisfaire d'être simplement l'un des vecteurs par lequel transite l'aide européenne aux Pays d'Europe Centrale et Orientale. On ne bâtit pas une politique sur de l'assistance. Pourtant, sans en être totalement conscients, les pays communautaires pratiquent une coopération décentralisée qui n'est finalement qu'une forme plus achevée ou plus cohérente de l'action humanitaire. Pouvons-nous permettre l'entrée de la coopération décentralisée dans cette spirale de remplacement (la coopération décentralisée remplace l'humanitaire qui remplace la politique) qui favorise et légitime, dirait-on, les replis, les démissions et les petites et grandes lâchetés ? Certainement non. Nous plaidons donc pour que la coopération décentralisée devienne de façon proclamée l'un des moyens par lesquels s'articulent les politiques et s'organisent les échanges de la Communauté avec les Pays d'Europe Centrale et Orientale. Pouvons-nous avoir d'autres objectifs pour demain que de renforcer les stabilités là où elles existent et d'accompagner les processus de changement même lorsqu'ils nous paraissent balbutiants, hésitants ou dilatoires ? Autrement dit, avons-nous d'autre choix que d'accepter de nous confronter constamment à la double contrainte de l'urgence et de la durée, relatif paradoxe sur quoi se fondent les relations fortes et solides ?

Il y aurait tout à attendre d'une Europe qui fonderait ses échanges sur une culture de la modestie et ses alliances sur la pratique d'une vraie circulation. Regardons l'Est aujourd'hui : si c'est notre enfant, il est terrible. Pourquoi n'avons-nous pas réussi - nous Européens riches, provenant de pays démocratiquement développés, aux institutions stables et aux traditions vénérables - à proposer une alternative crédible à la barbarie, au

capitalisme sauvage et aux dérives mafieuses qui sont, semble-t-il, un baromètre fiable de l'évolution des pays d'Europe Centrale et Orientale ? Cette question devrait être le sujet de toutes nos urgences. Justifions-nous en effet de quelque vision politique, de quelque programme économique, de quelque projet culturel qui nous rendent absolument indispensables aux citoyens roumains, russes, albanais, slovènes ou ukrainiens ? Alors, s'il vous plaît, cessons de considérer ces peuples comme s'ils étaient nécessaires et que nous leur étions nécessaires.

On peut craindre, hélas, que notre vision de relève aujourd'hui encore d'une supposition et d'une présomption : la supposition d'un échec – le *leur* - et la présomption d'un triomphe - le *nôtre* - fondées sur une inconséquence historique et une connaissance politique calamiteuses. Combien de voyageurs - c'est vrai - ont été étonnés de voir pousser verte une herbe qu'ils avaient crue rouge ? Aux premiers Bosniaques réfugiés dans nos pays, certains n'ont-ils pas expliqué les percolateurs et la télévision ? Soyons honnêtes : qui pouvait faire la différence, il y a quatre ans à peine de cela, entre la Slovénie, la Slovaquie et la Slavonie ? Même aujourd'hui qui le peut ? Et les Moraves ? Et les Moldaves ? Et les Ruthènes ? Auriez-vous pu les situer sur une carte ? jusqu'en 1989, l'Europe de l'Est était un continent noir. L'impéritie, l'inculture, l'ignorance étaient de notre côté. Cela non plus, pour notre malheur, nous ne le savions pas.

Nous aurions pu arrêter de nous tromper. Avec la morgue et la condescendance des vainqueurs, nous avons pourtant fourni de l'assistance quand on nous demandait de l'aide et imposé des modèles quand il n'était question que d'exemples. Et alors que nous-mêmes nous montrons opiniâtrement incapables d'enrayer chez nous les courants extrémistes, de juguler le racisme, de combattre durablement les inégalités et les exclusions, nous nous déclarons exaspérés par la lenteur des réformes des autres. Aussi la question qui était hier "Que faire ?" se transforme-t-elle irrésistiblement en "Faut-il faire ?". Il se pourrait que notre manque d'allant repose cependant sur une confusion. Habités que nous sommes désormais aux emballements de l'histoire, nous prenons ses lenteurs pour des arrêts et ses modérations pour des regrets. Qu'une fois de plus la démocratie soit en retard, qu'une fois de plus elle ait besoin de temps, ne devrait pourtant ni nous étonner ni nous surprendre. L'inertie est consubstantielle du processus démocratique. Pour en être trop souvent oublieux, nous finirons par préférer les bons plaisirs et les emportements qui font le jeu des despotes et le lit des dictatures.

Admettons que nous bâtirons plus sûrement et durablement avec modestie, respect, lenteur et labeur.

Un an de guerre de Bosnie, c'est un joli nom pour une guerre. Cette guerre de lâches, sans engagements, cette guerre de toits, embusquée et poltronne, cette guerre où personne ne se combat les yeux dans les yeux de peur sans doute de trop s'y reconnaître. Cette guerre où les négociations semblent alanguies et flemmardes, parsemées cependant de coups d'éclats - tel président impromptu, tel général-bouclier, tel ministre déguisé en corridor humanitaire - cette guerre que l'on veut cantonner pour mieux la contenir. On prend un mot pour l'autre. On dit cantonisation mais l'on pense préservation. Laquelle ? La nôtre, bien sûr... Un an de guerre de Bosnie. Et nous aurons vu tout ce que nous pouvons voir. Qui a tiré sur la boulangerie, qui a tiré dans les cimetières, qui a fondu les balles et qui a formé les esprits de ceux qui violent ? A quoi avons-nous bien pu passer toute cette année ? Nous nous pensions indignés, nous ne sommes qu'indignes. Il va nous falloir redevenir méchants. C'est quelque chose que nous avons désappris, la méchanceté. On ne sauvera pas la démocratie avec le cœur, la bonne volonté ou la grandeur d'âme. Il va nous falloir réapprendre à devenir méchants parce que nous aurons bientôt à défendre la démocratie comme un animal le fait de son petit. Cette année de guerre en Bosnie nous dit cela : que nous en avons fini d'être irrésolus avec les salauds, les tortionnaires et les bourreaux ou alors que nous finirons tous morts mais mous.

*(Carte Blanche radiophonique pour la RTBF, 6 avril 1993)*

Démoniser les Serbes *en tant que* Serbes ou béatifier les Croates *es qualités*, cela s'appelle de l'épuration ethnique. Une noria de diplomates et une théorie d'écrivains s'y sont tout à fait perdus il n'y a pas si longtemps. Peu s'en sont émus. La pensée tire au gros sel ces temps-ci et la diplomatie n'aura jamais mieux porté son étymologie qui veut qu'elle soit l'art de plier les papiers en deux. Comme elles sont inconfortables, ces simplifications historiques et ces frugalités philosophiques. Nous avons connu bien des indignés - un peu hâbleurs, un peu phraseurs - qui n'ont pas voulu - pas su, pas pu - nous restituer leur part de complexité. Ceux-là, sous le couvert de la démocratie, réchauffent le lit de la barbarie. Cette prêche du *ni tout à fait vrai* et du *ni vraiment faux* fait tort. On la prétend pourtant inexorable parce que plus aisée d'intellection et plus probable d'intelligibilité. Il n'est pourtant pas vrai que seul le plus petit commun dénominateur nous rassemble. Et il n'est pas raisonnable de se comporter avec les citoyens comme s'il y avait un discours pour l'antenne et des vérités hors micro. Car alors, à quoi sert-il de tempêter parce que clés gens - en ex-Yougoslavie, par exemple - se voudraient homogènes alors qu'on appelle autour de soi à de la conformité ? J'ai souvent pensé à Emmanuel d'Astier de la Vigerie depuis le début des conflits en Yougoslavie. Je lui ai su gré d'avoir écrit dans « Sept fois sept jours » - ses opuscules sur ses

activités de la Résistance, publiés au sortir de la Deuxième Guerre - que « ce sont les peuples qui font les révolutions et les populations qui les digèrent. » Il est rassurant de ne pas être condamné à l'unicité et de pouvoir se prévoir multiple, même dans la perplexité et l'aléatoire. Et il est réconfortant de se dire qu'une même personne peut appartenir à la fois à un peuple et à une population - manifester son nationalisme et pester contre la pénurie qui en est conséquente sont des actes participant d'une dualité que l'on peut rencontrer en Serbie notamment - et qu'il est après tout envisageable de parler aux populations dès lors que les peuples ne répondent plus.

Que vaut le droit à disposer de lui-même du peuple bosniaque musulman devant le droit à disposer de lui-même du peuple bosniaque serbe ? Une grande partie de notre embarras devant la situation en ex-Yougoslavie provient peut-être du fait que le vieux précepte wilsonien du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ne garantit précisément plus aux peuples ni droit ni disposition d'eux-mêmes. C'est un malaise qui, dans sa complexité, atteint chaque citoyen européen dans son identité en même temps qu'il l'engage dans son destin. On aimerait que ce droit-là fût amendé par un "devoir des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est à dire pas des autres". Nous n'en prenons pas le chemin.

Au début des hostilités en ex-Yougoslavie - en juin 1991, lors de la guerre de Slovénie - la communauté internationale a alternativement dirigé ses options vers la conservation de l'homogénéité de l'Etat au défi de la diversité de ses populations ou vers la préservation de l'homogénéité des populations majoritaires au détriment des frontières internes de l'Etat et des droits des minorités. A peu de choses près, elle n'a pas depuis varié. Nous en arriverons alors irrévocablement à la constitution d'Etats-Nations aux frontières ethniques. Cette guerre n'aura donc pas fait de citoyens mais aura créé de la sujétion et de la dépendance. Elle sera une victoire de plus de la différence sur la diversité.

A l'heure où l'on épure en Bosnie quelques-uns des plus beaux rêves européens, nous pensons que les solidarités intercommunales et les activations citoyennes qu'elles permettent sont une des conditions de la reconstruction de notre continent. Il n'y a rien à faire, si l'on veut que s'éloignent demain les spectres de Vukovar, Sarajevo ou Mostar, il nous faudra mettre plus d'Europe dans les communes et plus de communes dans l'Europe. Il n'est pas sûr en effet que nous puissions durablement nous passer d'une véritable stratégie de liaisons qui donne l'occasion aux peuples européens de pratiquer une connaissance mutuelle par le bas, d'élaborer des rapprochements touchant prioritairement l'arrière-ban des pays et de susciter la création d'un maillage d'autant plus serré qu'il serait démultiplié. Si les nationalismes se construisent, pour une bonne part, en prévision ou en

réponse à l'effacement ou la *spiritualisation* de frontières, ne nous faut-il pas chercher à créer de la rencontre et de l'intimité au plus bas de l'échelle des peuples ? Et si c'est bien la dilution du plus petit dans un plus grand (2) (ou d'une région dans une fédération, d'un pays dans l'Europe, d'un peuple dans une population, ...) qui justifie les résistances et les résurgences ethniques, ne convient-il pas de favoriser l'émergence de communs dénominateurs où petit à petit et de petits à petits on puisse se parler et se reconnaître ? Autrement dit, l'acceptation et la compréhension d'un cadre commun et global de référence - une citoyenneté européenne dans notre cas - ne passent-elles pas par la création de nouvelles proximités que n'embarrasseront pas les distances géographiques ? Puisque notre temps est fait d'urgences, nous devrions ne pas tarder à évaluer la pertinence des liens entre le local et le supranational : de la laine au tricot, il nous faut décider du point, nous l'avons assez dit (3).

Le surgissement de l'idée locale sur la scène internationale procède - en ce qui nous concerne - d'une conviction et d'une spéculation. La conviction, c'est que - pour paradoxal que cela paraisse - nous estimons que l'ancrage local permet de regarder le monde de plus haut. La spéculation - comment la dire ? - est que si un pays égale ses communes, il n'est pas certain que ses communes égalent un pays. S'il existe une *liberté communale* c'est bien, nous le pensons, cette continuelle réserve, cette permanente retenue, cette déférente distance que le local parvient si bien à se ménager avec son Centre. Cette révérence gardée autorise la rapidité des choix et l'immédiateté de leur exécution. Conduire une politique extérieure spécifique n'est désormais plus de l'ordre de la fiction pour les communes. Ce fut le cas en Roumanie : alors que la politique internationale restait coupablement immobile et désespérément indignée devant le processus de systématisation des villages, ce sont les municipalités qui ont fourni aux citoyens les cadres concrets de l'action. Opération, Villages Roumains aura ainsi, en quelque sorte, initié cette nouvelle compétence communale. Avant 1988, les échanges internationaux des communes se quantifiaient en effet en termes de jumelages ou de coopérations bilatérales. Le processus *d'adoptions unilatérales* des villages menacés institué dans le cadre d'OVR a *de facto* engagé les municipalités sur la voie d'une vraie diplomatie intercommunale directe contre laquelle un pouvoir centralise - tel qu'il existait en Roumanie - ne pouvait pas grand-chose. Cette *ingérence inédite* laissa effectivement Ceausescu *a quia* et handicapa - cumulée qu'elle était à des difficultés économiques internes - la menée même du plan d'homogénéisation des villes et campagnes roumaines. Ce fut la première manifestation aussi massive et aussi déterminée du local dans une affaire politique internationale; elle paraît aujourd'hui avoir toujours existé.

Ce surgissement répond cependant à une irruption : il a fallu que le monde arrive dans les communes pour que les communes aillent au monde. Par *monde*, je n'entends pas *étranger*. L'étranger, la commune le connaît et le pratique depuis toujours. Par monde, je veux dire le monde des enjeux, le monde du politique, le monde du village planétaire. Aujourd'hui, chaque commune est un port. On peut y arriver de n'importe quel point de la planète. Qu'une commune n'ait rien à voir dans les conflits ethniques qui déchirent le Burundi ou dans les guerres qui ensanglantent le Libéria ne l'exonère pas, par hypothèse, de devoir en gérer une partie des conséquences. Cela fut particulièrement le cas avec les prisonniers bosniaques (les camps de détention serbes en 1992. Libérés à condition d'être accueillis dans des pays occidentaux, ils passèrent de l'écran de télévision au salon des téléspectateurs en quelques semaines seulement. Avec un peu d'attention, nous aurions pu les reconnaître. Dans ces conditions, comment imaginer construire sa maison à l'écart du village global ? Comment faire, en effet, alors que l'arrivée de plus en plus importante de flux migratoires dans les hameaux les plus reculés rappelle sans cesse que la terre est ronde ? Il n'est pas sûr qu'il ne faudra pas un jour inscrire la gestion du monde au budget communal. Il n'est pas certain que cela soit une mauvaise nouvelle.

Bien entendu, il est parfaitement imaginable aujourd'hui de démailler le tissu européen à partir d'un simple accroc local. Ces mairies où nous abritons l'enfance de notre citoyenneté en seront peut-être l'enfer demain. Grandir de la commune à l'Europe est une chose. Passer des particularismes aux nationalismes en est une autre. C'est à peu près à cette croisée des chemins-là que nous nous trouvons maintenant. jamais sans doute nous n'avons été autant citoyens. jamais sans doute nous ne l'avons aussi peu su, aussi peu cru, aussi peu pratiqué. Il n'y a pourtant rien à faire, nous serons responsables de ce qui nous attend.

Bruxelles, septembre-novembre 1993

# NOTES

1. Ces notions doivent beaucoup à Michel Gheude et à son article "Le rayon, le tissu, la trame" paru dans les actes du colloque "Les Centres culturels, pôles de la création décentralisée", Bruxelles, Ministère de la Communauté française de Belgique, 1986.

2. Ignacio Ramonet parle dans le même esprit de fusion ou de fission des peuples. in "A l'Est, les nationalismes contre la Démocratie-", ouvrage collectif, Editions Complexe, 1993.

3. Il ne s'est pas passé autre chose lorsque, en mai 1990, nous avons négocié, à Cluj, la rédaction et la signature d'un Protocole d'accord entre Magyars et Roumains qui, deux mois plus tôt, venaient de retrouver à Tirgu Mures, lors d'affrontements meurtriers, quelques-uns de leurs plus vieux et fidèles démons. Nous avons choisi de réunir à Cluj - Tirgu Mures était une occurrence, le véritable point d'attraction et de gravitation de ces turbulences nationalistes était Cluj, la Koloszar hongroise, la Napoca roumaine\_ - l'ensemble des interlocuteurs locaux et un certain nombre d'intervenants étrangers. Tous ou presque étaient des responsables politiques (côté roumain et magyar des représentants des principaux partis, côté ouest des mandataires communaux) et tous étaient, à un titre ou Lin autre, mobilisés par la question des minorités : certains d'entre eux étant précisément ces extrémistes accusés d'avoir fomenté les troubles quelques semaines plus tôt. Nous avons pour notre part composé notre délégation - aux côtés de trois vice-présidents d'OVR, d'un représentant du Conseil de l'Europe et de deux membres de la Ligue des Droits de l'Homme hongroise - de maires ou d'élus locaux provenant de régions culturellement minoritaires ou politiquement majoritaires de cinq pays. C'est ainsi que la France était représentée par un Breton, la Grande-Bretagne par une Galloise, la Suisse par un jurassien, la Hongrie par un maire de langue allemande, la Belgique par un Flamand, un Wallon et un Germanophone. Au bout de dix-sept heures de négociations - à vrai dire dix-sept heures d'écoute - nous signions ce qui est resté longtemps le premier document d'accord intercommunautaire en Roumanie. Il a notamment servi à pacifier des villages aux environs de Cluj et à décider du nombre de classes en langue hongroise nécessaires tandis que ses signataires s'en sont prévalus quand il s'est agi quelques mois plus tard de préserver le processus démocratique à Cluj au moment de la descente des mineurs sur Bucarest et de

l'écrasement des "Golans". Il a survécu, disons-le, jusqu'à l'élection du maire George Funar aux municipales de février 1992. Ce Protocole n'aura pas eu que des incidences locales : l'un de ses signataires hongrois, Entz Geza, fut nommé peu après son retour à Budapest Secrétaire d'Etat charge des problèmes des minorités et fut, à ce titre, associé à la récente loi hongroise sur les minorités que beaucoup s'accordent à placer parmi les plus tolérantes et les plus avancées en Europe. *(On trouvera le Protocole de Cluj en annexe de cet ouvrage).*

# OPÉRATION VILLAGES ROUMAINS, UNE CHRONOLOGIE

22 décembre 1988, Bruxelles

Réunion de conception de l'Opération Villages Roumains. L'objectif est de faire pièce au plan de systématisation - qui prévoit la disparition d'environ 8000 villages - en donnant un cadre concret aux protestations internationales. Le moyen de l'adoption de chacun des 8000 villages par autant de communes européennes est défini.

3 février 1989, Bruxelles

Conférence de presse de lancement de l'Opération Villages Roumains. Cinq bourgmestres des Communautés française et germanophone de Belgique représentant l'ensemble des sensibilités politiques sont présents. La Ligue Belge des Droits de l'Homme, la Ligue pour les Droits de l'Homme en Roumanie et Icomos participent également à cette réunion de presse. L'Opération Villages Roumains y définit ses objectifs : sauvegarder, dans la durée, les 8000 villages menacés et servir de bouclier aux personnes qui, de l'intérieur de la Roumanie, dénoncent le plan de systématisation. Les principes fondateurs de l'Opération sont déterminés : FOVR est pluraliste, non confessionnelle et indépendante. Les axes de travail le sont également : activations des démocraties, encouragement de la société civile, développement de la notion de "devoir d'ingérence".

Mars 1989, Paris

Création de la Coordination française de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : la Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, la Fondation France Liberté, Médecins sans Frontière, FACAT, SOS Racisme, Architectes sans Frontière, ...

Mars 1989, Genève

Création de la Coordination suisse de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : la Ligue des Droits de l'Homme, le Pavé, le Codap, l'Union Genevoise contre l'Intolérance, ...

Avril 1989, Bruxelles

Première parution du Bulletin de liaison de l'Opération Villages Roumains. Il sera édité d'une manière bi-mensuelle d'avril à novembre 1989. Sa publication deviendra alors mensuelle jusqu'en 1991.

Mai 1989, Budapest

Création de la coordination hongroise de l'Opération Villages Roumains.

Mai 1989, Londres

Création de la coordination britannique de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : le Civic Trust, l'Ordre des Architectes, Christian Solidarity, Ecovast, Europa Nostra, le RIBA, ...

Mai 1989, Bruxelles

Création de la coordination flamande de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : la Ligue des Droits de l'Homme, Pax Christi, des architectes.

Juin 1989, Bruxelles

Conférence de presse de l'Opération Villages Roumains. Le but est de préciser l'état du plan de systématisation, de préparer le départ de "touristes" en Roumanie et de présenter les coordinations nationales et régionales. Après cette conférence de presse a lieu la

première réunion internationale des coordinations. Sont présentes : Belgique, France, Grande-Bretagne, Hongrie et Suisse. Des représentants néerlandais et portugais sont également présents.

Septembre 1989, La Haye

Création de la Coordination néerlandaise de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : Pax Christi, l'Ordre des Architectes, des intellectuels roumains...

Septembre 1989, Bruxelles

Parution du livre "Opération Villages Roumains : Société Civile et Devoir d'Ingérence" aux Editions Z. Cet ouvrage fait le point sur les principes constitutifs de l'OVR. Une large part y est réservée à la notion de "devoir d'ingérence". En outre, ce livre publie des textes de dissidents et exilés roumains : Doina Cornea, Mircea Dinescu, Mihnea Berindei, Dan Alexe, Gabriel Andreescu, Dan Petrescu, etc...

Octobre 1989, Londres

Tenue de la deuxième réunion internationale des coordinations. Participent : la Belgique, la France, la Grande Bretagne, la Suisse.

Octobre 1989, Floreffe, Belgique

Organisation, à l'initiative de la Coordination « Enseignants », d'une exposition rassemblant 50.000 petites maisons construites par les enfants des écoles en solidarité avec les enfants roumains sur le site de l'abbaye de Floreffe, province de Namur. Le même jour se tient la première réunion des communes. Participent au colloque : Ariadna Combes, Josy Dubié, Mihnea Berindei, Oana Orlea, Edith Lhomel, Dinu Flamand. Plus de mille personnes assistent à cette journée. L'exposition, prolongée pendant la semaine, accueillera encore 1500 visiteurs.

Octobre 1989, OsIo

Création de la coordination norvégienne de l'Opération Villages Roumains. Participent à la constitution : Comité Helsinki, Young European Federalists....

Novembre 1989, Copenhague.

Création de la Coordination danoise de l'Opération Villages Roumains. Les autorités danoises ont stoppé le mouvement d'adoption dès son début comme l'avait fait le gouvernement luxembourgeois. Les raisons invoquées étaient la non-implication des communes dans la politique internationale.

Novembre 1989, Budapest

Un délégué de l'Ambassade de Belgique reçoit, au nom de l'Opération Villages Roumains, la médaille de la Fondation Bethlen en même temps que d'autres nominés parmi lesquels Laszlo Tokès.

Décembre 1989, Bruxelles

Mise en place, le 18 décembre, dès le début des événements qui allaient mener à la chute de Nicolae Ceausescu, de l'Opération "Télex vers Timisoara". Des entreprises belges et européennes munies de télex envoient des messages aux organismes d'Etat situés sur le territoire de Timisoara. Dans le même temps, les bourgmestres de communes ayant adopté dans la région de Timis expriment par radio leur solidarité avec les villages.

Mise en place, dès le 23 décembre d'un logistique propre à envoyer sur place, à compter du 2 janvier, les convois communaux. But : que chaque commune adoptante se déplace dans le village adopté. Coordination effectuée avec Médecins sans Frontière et la Croix-Rouge. La logistique des récoltes de vivres et de biens est également assurée par OVR pour tout le territoire francophone et germanophone.

Du 24 au 29 décembre, coordination de l'information sur la solidarité avec la Roumanie sur les ondes de la radio nationale belge, à chaque point horaire de 8 heures à 23 heures.

Janvier 1990, Bruxelles

Le feu vert est donné aux convois communaux à la date du 2 janvier.

Édition d'un numéro spécial du Bulletin de liaison reprenant toutes les informations pratiques et nos suggestions quant au voyage en Roumanie.

Du 2 janvier au 15 février, Plus de 200 communes de la Communauté française de Belgique partent en convoi dans leurs villages. La Communauté néerlandophone part également en masse. La France suit. Ainsi que la Suisse. OVR assure la prise en charge gratuite des assurances et du carburant pour les convois belges. La CEE dégage un budget d'urgence pour aider les convois communaux.

Création de la Coordination roumaine de l'Opération Villages Roumains à Cluj. Son aide logistique sera essentielle.

,Janvier 1990, Lausanne

Dissolution de la coordination suisse d'Opération Villages Roumains, La section suisse du Conseil des Communes et Régions d'Europe continuera néanmoins à en assurer le suivi administratif.

Février 1990, Bruxelles

Au 15 février, le total quantitatif de l'aide matérielle apportée en Roumanie se monte, pour la seule Belgique, à 5000 tonnes. De nouveaux convois repartent.

Troisième réunion internationale de l'OVR, à Bruxelles. Participent à cette réunion : la Belgique, la France, la Suisse, les Pays-bas, le Danemark, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie.

À cette date, le réseau compte 3000 communes adoptantes.

Mars 1990, Bruxelles

Fin de la permanence logistique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 de l'OVR. Les permanences reprennent sur un mode plus léger.

La quantification des communes parties dans "leurs villages" s'élève à environ 800. Les Anglais commencent leurs convois. De nombreuses communes en sont à leur deuxième voyage en Roumanie,

Mars 1990, Cluj

Fin mars, une délégation de la Coordination OVR se rend à Cluj en réponse à l'invitation de la Mairie. Les membres de l'OVR sont faits « Citoyens d'honneur » de la Ville de Cluj. Dans le même temps, la délégation rencontre, suite aux affrontements interethniques s'étant déroulés à Tirgu Mures, des représentants de l'UDMR et de Vatra Romaneasca.

Avril 1990, Bucarest

Une délégation de l'OVR se rend à Bucarest à l'invitation du journal "Flacara" afin de recevoir le Prix de la Presse Roumaine pour 1990

Mai 1990, Bruxelles

Premier Forum des Communes et Comités Locaux de l'OVR/Belgique. Cette réunion de travail regroupe 98 communes réunies dans 5 ateliers : agriculture, culture, enseignement, santé et environnement.

Mai 1990, Cluj

Les 12 et 13 mai, une délégation de maires européens de l'OVR ainsi qu'un représentant du Conseil de l'Europe se rendent à Cluj afin de rencontrer, suite aux entretiens de mars, des représentants de partis politiques et d'associations culturelles intéressées par la question ethnique. A la suite de ces entretiens, le "Protocole de Cluj", texte mettant d'accord toutes les parties, est signé par tous les protagonistes.

Mai 1990, Bruxelles

La Coordination appelle les communes à envoyer des délégués lors des élections du 20 mai afin d'en surveiller le bon déroulement.

Juin 1990, Bruxelles

La Coordination adresse, suite à la descente des mineurs sur Bucarest et à l'écrasement du printemps des « Golans », une lettre ouverte aux autorités roumaines dans laquelle elle fait état de sa préoccupation et où elle émet des propositions concrètes d'activités supplémentaires en Roumanie. Cette lettre comprend une demande d'entretien avec le Premier Ministre Petre Roman.

Juillet 1990, Bruxelles

À la date du premier juillet, un bilan des activités humanitaires de l'OVR est effectué. Depuis le 2 janvier 1990, quatre convois de l'Opération Villages Roumains sont partis quotidiennement vers la Roumanie d'un point ou l'autre de l'Europe. La quantité de matériel apporté s'élève à environ 25000 tonnes pour un montant d'environ 100 millions de dollars.

Juillet 1990, Bucarest

Rencontre entre une délégation parlementaire européenne, des membres de la Coordination Internationale et le ministre roumain de la Réforme et des Relations avec le Parlement, Adrian Severin, sur les bases de la Lettre ouverte. La délégation parlementaire était composée de Sir Bernard Braine, Paul Flynn (GB), Solange Ferneix (France), Freddy Léonard et Jef Sleenckx (Belgique). Le principe des Ateliers de la Démocratie est débattu à cette occasion.

Août 1990, Bucarest

Exposition à la Sala Mare Palatului des 50.000 petites maisons construites en 1989 par les enfants des écoles de Belgique, France et Suisse. Le vernissage se déroule en présence, entre autres, du vice-ministre roumain de la Culture, Andor Horvath.

Le lendemain, 24 août, tenue des "Pré-Ateliers de la Démocratie" en la même salle. Ces Ateliers, co-organisés avec Médecins Sans Frontières/Belgique, rassemblent une soixantaine d'organisations roumaines et internationales telles qu'Amnesty International, l'Unef, le Codap, ... et ont pour objet de fixer le cadre programmatique des prochaines rencontres.

Décembre 1990 -juin 1991, Moldavie

Dans le cadre du programme "Baby Food" de la CEE (PHARE) et en collaboration avec MSF-Belgique et Equilibre-France, OVR devient pour la première fois un opérateur humanitaire. Outre l'approvisionnement des pharmacies en lait maternisé pour les enfants ayant subi des carences alimentaires, le programme consiste surtout en un monitoring du système de distribution pharmaceutique local. Ce type de programme ne sera pas poursuivi.

2, 3, 4 et 5 mai 1991, Timisoara

Héritée des jours de juin 1990, l'idée des "Ateliers de la Démocratie" voit ici sa première concrétisation. Ces premiers Ateliers - organisés avec le Conseil de l'Europe, le Ministère de l'Agriculture de la Région Wallonne et l'Université des Sciences Agricoles de Timisoara - concernent l'agriculture et l'environnement. Lieu de rencontre et de concertation entre paysans, comités locaux et experts roumains et occidentaux, ces Ateliers - auxquels participent un millier de personnes - ont obligation de résultat. À l'issue du week-end, une vingtaine de projets concrets et réalisables à court et moyen terme sont proposés à la réalisation concrète. De ces projets naîtra le programme "Villages Pilotes" (VIP).

Mai 1991, Moldavie

Une étude des eaux de tous les judets de Moldavie est effectuée pour OVR par l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie de la Province du Hainaut. Ces travaux ont permis de mettre en évidence toute une série de constats préoccupants. Ces analyses devaient révéler un pourcentage d'eaux non potables variant entre 26 et 79 % selon les provinces. Les résultats en ont été Communiqués aux diverses autorités de ressort.

Août-décembre 1991, Bacau

Des inondations dévastent, en août 1991, le județ de Bacău. Opération Villages Roumains introduit une demande de budget d'aide d'urgence auprès de la CEE (DGI). Les opérations prévoient l'acheminement de matériel (moto-pompes, désinfectants, tentes, etc...) ainsi que l'envoi de spécialistes chargés d'effectuer des analyses sur l'état de potabilité des puits. Plus d'un millier de puits sont ainsi été analysés et assainis. Pour faire face aux problèmes de manque d'eau potable, OVR installe des réservoirs dans sept villages des zones les plus touchés.

Dans le même temps, une stratégie de reconstruction des villages est élaborée, intégrant les populations locales. Six villages sont concernés par ce programme qui vise la reconstruction de maisons pour près de 80 familles dans le style et les matériaux traditionnels. Toutes ces maisons (à part une) seront construites avec (les moyens et du personnel locaux soutenus par une petite équipe d'expatriés. Cette deuxième phase reçoit le soutien du Ministère belge des Affaires Etrangères.

Juillet 1991, Belgique

À compter de cette date, opération Villages Roumains devient l'interlocuteur officiel des autorités belges pour l'invitation de partenaires roumains clans des communes de Belgique aux fins de stages, formations ou échanges culturels. En 1991, 1064 Roumains seront invités en Belgique dans ce cadre.

Septembre 1991, Bruxelles

De septembre à décembre 1991, un groupe de réflexion « communes et réfugiés » se réunit à l'initiative d'OVR et de Médecins Sans Frontières. Ce groupe, constitué en particulier de représentants des communes et de CPAS et dont la marraine est la cantatrice Barbara Hendricks, aborde les différents aspects de la problématique de l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Octobre 1991, CIuj

Une première réunion Villages Pilotes réunit 60 représentants de communes de la Zone Montagne et des Comités locaux OVR. L'enjeu pour ces villages participant au programme « Cinquante Villages Pilotes en Zone de Montagne » est l'application sur le terrain des techniques de développement rural intégré et des principes de coopération décentralisée prônés par OVR. Ces villages seront actifs dans trois domaines : la transformation agro-alimentaire (laiteries, fromageries, boulangeries, miel, eaux...), le tourisme rural (chez l'habitant) et l'équipement général de la commune (adduction d'eau, pose d'électricité, réfection de routes...). Chacun de deux premiers secteurs alimentant financièrement le troisième et le tout favorisant le développement du secteur associatif dans les villages.

21 décembre 1991, Belgique

Pour marquer le troisième anniversaire de l'Opération, des animations sont organisées par les comités Villages Roumains dans une cinquantaine de communes belges.

7 mars 1992, Lausanne

Renaissance de la Coordination suisse qui organise une nouvelle réunion nationale à laquelle participent une centaine de communes.

27 mars 1992, Belgique.

Une réunion organisationnelle se tient à Ittre dans le cadre du programme « Villages Pilotes ». Une délégation roumaine composée de juristes et d'experts financiers est présente. La réunion rassemble une trentaine de communes.

Mars -juin 1992, Scariga, Bacau

Reconstruction de l'école du village de Scariga. Scariga est un de ces villages sinistres par les inondations du mois d'août et son partenaire OVR est la commune française de Feytiat. La construction d'une école et l'achat d'un terrain situé hors (les zones à risque ont paru nécessaires pour terminer le travail de "remaillage" entrepris dans le village lors de l'action "80 maisons". Sous la direction d'un maître artisan local et avec le soutien d'un expatrié, une

dizaine de villageois ont ainsi uni leurs efforts pour construire cette école (trois Classes Plus un appartement de fonction). L'école, une fois achevée (et construite dans un style qui respecte l'architecture traditionnelle du village), a été incorporée dans le patrimoine bâti de la commune.

Juin 1992, Bruxelles

Parution du premier Cahier de la Démocratie consacré aux résultats des Ateliers de Timisoara.

26 août, Scariga - Bacau

Inauguration officielle de l'école.

18 octobre, Bruxelles

Organisation, à l'initiative d'OVR, des Etats Généraux des communes sur l'ex-Yougoslavie. Les Etats Généraux donneront naissance à l'opération "Causes Communes".

Novembre 1992

Mise en œuvre avec la Communauté européenne et le Conseil des Communes et Régions d'Europe dans le cadre du programme ECOS du projet de développement intégré et durable à partir de zones pilotes en Roumanie (VIP). La priorité est donnée pour 1992-1993 à la création d'un réseau touristique chez l'habitant. Huit Zones pilotes sur le plan touristique ont été définies par les groupes de travail belge francophone et français: la vallée de l'za (Maramures), la dépression de Gheorgheni (Harghita), la région de Fagaras (Brasov), la vallée de l'Ariès (Alba), Vama et sa région (Suceava), Cevasu de Cîmpie et sa région (Mures), Racovita et sa région (Sibiu). De nouveaux partenaires (Grecs) se joignent au projet.

28 et 29 novembre 1992, Abbaye de l'Epau, Le Mans

Cette première rencontre nationale des communes françaises impliquées dans l'Opération Villages Roumains réunit pas moins de 600 communes et associations. Elle sera surtout l'occasion de retrouvailles et d'échanges entre les comités et communes.

Décembre 1992, Belgique

En 1992, les dossiers « invitations » des partenaires roumains ont atteint le nombre de 252, ce qui correspond à 1460 invités Roumains accueillis en Belgique.

Mars 1993, France.

Le quotidien français "Le Monde" consacre une pleine page aux relations franco-roumaines intercommunales initiées par OVR. Selon les chiffres cités par Le Monde, cette coopération de communes à communes est considérée comme le deuxième acteur économique en Roumanie, bien avant les coopérations bilatérales d'Etat à Etat.

Avril 1993, Belgique

Dans le cadre du Programme Villages Pilotes et du projet de Tourisme rural, un stage de formation d'une dizaine de Roumains provenant des villages partenaires de communes belges impliquées est organisé par OVR et l'AMEPS. L'objectif général est de proposer aux stagiaires une formation qui leur permette d'imaginer de nouvelles approches dans la mise en œuvre de projets touristiques dans leur région : approche concrète à travers la découverte et l'étude d'expériences de terrain chez nous ; approche théorique axée sur les thèmes de la communication et des relations humaines, du patrimoine architectural et culturel, de l'initiation au montage de projets touristiques, etc.

Mai 1993, Lausanne.

Le 8 mai se déroule la 11<sup>ème</sup> conférence nationale sur la coopération Suisse-Roumanie et l'Opération Villages Roumains. Le rapport général 92/93 de l'Opération Villages Roumains Suisse a mis en évidence l'état du réseau vivant, la démocratisation comme objectif permanent, la nécessité d'un développement global, le tourisme et l'agriculture comme dimensions importantes dans les projets des communes, les objectifs et avantages des stages

de formation des Roumains en Suisse, etc. Des groupes de travail se sont également constitués, ayant pour thèmes l'agriculture, le tourisme, l'enfance et la santé.

Juin 1993

Parution du deuxième numéro des Cahiers de la Démocratie consacré aux Ateliers de l'Epau de novembre 1992.

Juin 1993, Roumanie.

Une mission d'évaluation des projets de tourisme en phase de réalisation est organisée par OVR international. Elle comprend des membres de la coordination accompagnés de représentants de la CEE et du CCRE et se rend dans la Vallée de l'Ariès (Arieseni, Girda de Sus, Albac, Scarisoara) ainsi que dans la région des montagnes Fagaras (Soars, Simbata de Jos), deux des huit zones pilotes en matière de tourisme rural. La télévision régionale Antenne Centre élabore à cette occasion un film vidéo à caractère méthodologique sur les projets de tourisme rural.

Septembre 1993

Participation au programme PHARE Democracy mis en œuvre par la Communauté Européenne. Le projet d'OVR concerne la promotion de la démocratie locale et du tissu associatif local en Roumanie et prévoit l'organisation d'un nouvel Atelier de la Démocratie ainsi que la publication de brochures et ouvrages à vocation pédagogique et analytique.

24, 25 et 26 septembre 1993, Namur

Un premier week-end de formation à l'interculturel pour les comités OVR est organisé en collaboration avec le Commissariat Général aux Relations Internationales de la Communauté Française.

12,13 et 14 novembre 1993, Abbaye de l'Epau, Le Mans

Ces deuxièmes rencontres ont réuni 270 participants français, belges, roumains, grecs, suisses, anglais et néerlandais autour de thèmes très précis concernant la démocratie et le développement locaux tels que "Eau et Réseau", le "Tourisme rural", la "Création d'associations", la "Presse de proximité" et la "Formation des élus". Elles s'inscrivaient à la fois dans la continuité du programme VIP et dans le lancement du programme PHARE Democracy.

1er décembre 1993, Belgique.

Au 1er décembre 1993, quelques 195 dossiers "invités" ont concerné 1372 Roumains.

De 1991 à ce jour, 684 dossiers "invités roumains" ont été pris en charge, ce qui correspond à la venue dans les communes belges de quelques 4225 Roumains. Ce sont les invitations à des fins de stage/formation qui constituent le plus grand nombre des demandes enregistrées en cette fin d'année 1993. Il est à noter que depuis que ce système fonctionne, une seule demande d'asile politique consécutive à ces invitations à été introduite.